

Québec, le 20 janvier 2026



Objet : Demande d'accès du 6 janvier 2026
N/D : 2685807SST

En réponse à votre demande du 6 janvier dernier, vous trouverez ci-joint une copie de tous les documents repérés, relativement à l'intervention effectuée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, le 11 décembre dernier concernant la présence de moisissures à l'école secondaire de Trois-Pistoles.

Toutefois, certaines informations ainsi que certains documents ne peuvent vous être communiqués, car ils contiennent des renseignements personnels à caractère confidentiel sur des tiers, le tout, tel qu'il appert des articles 14, 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1.

De même, les notes personnelles ont été retirées de la présente en vertu de l'article 9 de cette même loi.

Finalement, certaines informations et certains documents ne peuvent vous être communiqués, puisqu'il s'agit de renseignements de nature confidentielle pour lesquels la Commission doit assurer leur confidentialité, le tout, conformément à l'article 174 *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, RLRQ, c. S-2.1.

Nous devons vous informer que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Nous joignons une note explicative concernant l'exercice de ce recours et les articles pertinents.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer nos salutations distinguées.

La substitut de la responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels,


Signature numérique de
Emmanuelle Morin
DN : cn=Emmanuelle Morin,
o=DGAJ, ou=Laroche Avocats
CNESST,
email=emmanuelle.morin@cnesst.
t.gouv.qc.ca, c=CA
Date : 2026.01.20 14:46:43 -05'00'

Emmanuelle Morin, avocate
emmanuelle.morin@cnesst.gouv.qc.ca
Téléphone : [redacted]
Télécopieur : 418 528-7245

EM/jr

p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).



© Éditeur officiel du Québec
Ce document n'a pas de valeur officielle.

Dernière version disponible
À jour au 24 octobre 2025

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE II ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I DROIT D'ACCÈS

9. Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public.

Ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.

1982, c. 30, a. 9.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE II **ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS**

SECTION I **DROIT D'ACCÈS**

14. Un organisme public ne peut refuser l'accès à un document pour le seul motif que ce document comporte certains renseignements qu'il doit ou peut refuser de communiquer en vertu de la présente loi.

Si une demande porte sur un document comportant de tels renseignements, l'organisme public peut en refuser l'accès si ces renseignements en forment la substance. Dans les autres cas, l'organisme public doit donner accès au document demandé après en avoir extrait uniquement les renseignements auxquels l'accès n'est pas autorisé.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

53. Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

1982, c. 30, a. 53; 1985, c. 30, a. 3; 1989, c. 54, a. 150; 1990, c. 57, a. 11; 2006, c. 22, a. 29; 2021, c. 25, a. 8.

L.R.Q., chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

CHAPITRE III PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

SECTION I CARACTÈRE CONFIDENTIEL DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

54. Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent, directement ou indirectement, de l'identifier.

1982, c. 30, a. 54; 2006, c. 22, a. 110; 2021, c. 25, a. 10.

L.R.Q., chapitre S-2.1

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

CHAPITRE IX

LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

SECTION II

LES FONCTIONS DE LA COMMISSION

174. La Commission assure le caractère confidentiel des renseignements et informations qu'elle obtient; seules des analyses dépersonnalisées peuvent être divulguées.

Malgré le premier alinéa, la Commission peut communiquer à la Régie du bâtiment du Québec tout renseignement nécessaire à l'application de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1). De même, elle peut communiquer à la Commission de la construction du Québec tout renseignement nécessaire à l'application de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20). Elle peut également communiquer au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale tout renseignement relatif à une indemnité ou à un paiement d'assistance médicale qu'elle verse ou qu'elle est susceptible de verser à une personne et qui est nécessaire à l'application de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1). De même, elle peut communiquer au ministre de la Santé et des Services sociaux, au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, au ministre de la Sécurité publique et au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs tout renseignement nécessaire à l'application des lois dont ils sont responsables. Elle peut également communiquer à une association sectorielle tout renseignement nécessaire à l'exercice des fonctions de cette dernière.

1979, c. 63, a. 174; 1990, c. 31, a. 8; 1994, c. 12, a. 67; 1997, c. 63, a. 128; 1998, c. 36, a. 193; 2001, c. 44, a. 30; 2005, c. 15, a. 172; 2012, c. 25, a. 76; 2025, c. 8, a. 79.



De : [redacted]

Envoyé : 18 novembre 2025 15:18

À : [redacted]

Objet : École secondaire Trois-Pistoles

[redacted]
Vous n'obtenez pas souvent d'e-mail à partir de [redacted]

Bonjour Mme [redacted],

Comme mentionné lors de notre conversation téléphonique, une plainte a été déposée concernant la présence de moisissures dans le secteur du corridor principal au troisième étage de l'école secondaire de Trois-Pistoles.

Je souhaiterais obtenir une copie du rapport qui a été produit par la firme GESFOR à la suite des analyses qu'ils ont effectuées à l'automne 2024 en lien avec les moisissures.

[redacted]
[redacted] Je souhaiterais également obtenir le détail des travaux effectués.

Si vous avez des questions sur mes demandes, n'hésitez pas à me contacter.

Bonne fin de journée



Inspectrice

Direction de la prévention-inspection - Sud-Est

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

180, rue des Gouverneurs, 2e étage

Rimouski (Québec) G5L 8G1

418 725-6100, [redacted]

cnesst.gouv.qc.ca

La CNESST, fière de recevoir un prestigieux Prix des Nations Unies pour la fonction publique 2022



Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

****Avertissement** : Courriel externe.**
Soyez prudent avec les hyperliens et pièces jointes.



De : [REDACTED]

Envoyé : 17 décembre 2025 15:15

À : [REDACTED]

Objet : Rapport - Visite du 11 décembre 2025

Bonjour Mme [REDACTED],

Je vous invite à prendre connaissance du rapport. Merci de me faire parvenir, tel que mentionné lors de notre rencontre, les photos des correctifs dans la classe de science lorsque ceux-ci seront complétés.

Si applicable, :

- Remettre une copie au représentant à la prévention.
- Remettre une copie au représentant des travailleurs au Comité de santé et sécurité.
- Remettre une copie au représentant de l'association accréditée.
- Prendre note qu'une copie de l'avis de correction et décision doit être affiché à la vue des travailleurs.

Une copie du rapport vous sera également acheminée par la poste ou sur [Mon Espace](#)

CNESST pour les employeurs | Commission des normes de l'équité de la santé et de la
[sécurité du travail - CNESST \(gouv.qc.ca\)](http://cnesst.gouv.qc.ca), selon les modalités prévues à votre dossier
Employeur.

Je demeure disponible.

Pour toute question, merci de communiquer avec moi par courriel ou par téléphone.

Mes salutations,



Inspectrice

Direction de la prévention-inspection - Sud-Est

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

180, rue des Gouverneurs, 2e étage

Rimouski (Québec) G5L 8G1

418 725-6100, 

cnesst.gouv.qc.ca

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.

****Avertissement** : Courriel externe.**

Soyez prudent avec les hyperliens et pièces jointes.

RAPPORT D'INTERVENTION SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Date et heure du début de l'intervention	Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
11 décembre 2025 à 8:30	DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

Destinataire	Lieu de travail
Numéro d'employeur : Ctre Serv. Scol. du Fleuve-et-des-Lacs 14, rue du Vieux-Chemin Temiscouata-sur-le-Lac (Québec) G0L 1E0 Représentant de l'employeur Madame Jessica Briand, Coordonnatrice RH	Numéro : École secondaire l'Arc-En-Ciel & Centre éducation des adulte 455, rue Jenkins Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0

Inspecteurs	Numéro
Rédigé par : A	

Observations

Objet de l'intervention

Intervention ayant pour but de vérifier la mise en application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et de la réglementation applicable à la prévention de contamination fongique (moisissure).

Personnes rencontrées

-
-
- Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CSSFL)
- (CSSFL)

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

Présentation du lieu de travail

L'école secondaire de Trois-Pistoles est un établissement du réseau du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CSSFL).

Nombre approximatif de travailleurs : entre 50 et 60

Présence d'un syndicat : ☒ Oui ☐ Non

Quart(s) de travail : 2

Mécanismes de prévention applicables à l'établissement :

Programme de prévention (PP) ☒ Fait ☐ À élaborer

Mécanismes de participation des travailleurs applicables à l'établissement :

Représentant(e) en santé et en sécurité (RSS) ☒ Nommé(e) ☐ À nommer

Deux RSS ont été nommés pour le centre de service scolaire (approche par multiétablissement).

Comité de santé et de sécurité (CSS) ☒ Formé ☐ À former

Les rencontres du CSS se font mensuellement.

Le 1^{er} octobre 2025, le *Règlement sur les mécanismes de prévention et de participation en établissement* est entré en vigueur, conformément à la *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail* (LMRSST).

Pour avoir un aperçu de l'ensemble des modifications apportées par la LMRSST, consultez-le :

<https://www.cnesst.gouv.qc.ca/fr/prevention-securite/organiser-prevention/mesures-specifiques-etablissements/mecanismes-prevention-participation-etablissement>.

Le plan d'action et le programme de prévention constituent les outils privilégiés par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNEST), pour assurer la prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par les milieux de travail.

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au [cnesst.gouv.qc.ca/sst](https://www.cnesst.gouv.qc.ca/sst). Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

**RAPPORT
D'INTERVENTION**

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

Déroulement de l'intervention

Je rencontre les personnes ci-haut mentionnées et leur explique le but de mon intervention. Je recueille des informations générales sur l'école et sur la prise en charge de la contamination fongique. J'effectue ensuite une visite des lieux et des photos sont prises. À la fin de l'intervention, j'effectue un récapitulatif auprès des parties.

Description des observations et informations recueillies**Documents reçus et consultés avant l'intervention :**

Le 1^{er} décembre 2025, Mme **E** me fait parvenir, par courriel, les documents suivants :

- Gesfor_Évaluation de la qualité de l'air intérieur et de la contamination fongique, École secondaire de Trois-Pistoles, 10 décembre 2024. 45 pages;
- Gesfor_Évaluation de la salubrité des systèmes de ventilation. 10 avril 2025. 176 pages;
- Gesfor_Présentation - Évaluation de la qualité de l'air intérieur et de la contamination fongique dans des locaux ciblés de la Polyvalente de Trois-Pistoles. Janvier 2025. 32 diapositives;
- Formation Gesfor_Moisissures dans les bâtiments - Prévention, intervention et élimination. Mars 2025. 121 diapositives;
- Plan d'action_École secondaire Trois-Pistoles. 1 page.

Le 8 décembre 2025, Mme **E** me fait parvenir, par courriel, les documents suivants :

- Facture (2024/08/21). JCO Malenfant ferblantier couvreur – Réparation de toiture de différentes écoles (dont École de Trois-Pistoles). 3 pages;
- Facture (31/07/2025). Le groupe environ/air – Nettoyage des systèmes CVCA-École Trois-Pistoles. 1 page;
- Facture (31/08/2025). Le groupe environ/air – Nettoyage des systèmes CVCA-École Trois-Pistoles. 1 page.

**RAPPORT
D'INTERVENTION**

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

Résumé de la prise en charge – Contamination fongique :

- Une inspection annuelle de la toiture est effectuée par une firme externe (inclus au programme de prévention). Les réparations requises sont effectuées au besoin (facture remise par courriel);
- Une évaluation de la qualité de l'air intérieur et de la contamination fongique a été réalisée le 14 novembre 2024 par Mme F [REDACTED] du Groupe Gesfor. Un rapport a été produit à la suite de cette intervention (copie remise par courriel).

Les recommandations suivantes sont inscrites au rapport (extrait page 16 de 17) :



- Les actions pour répondre aux recommandations 1, 3, 4 et 5 ont été effectuées.
- Des travaux sont en cours afin de finaliser les correctifs dans la classe de science (reste à retirer les matériaux en dessous d'un lavabo et refaire la base de la douche d'urgence). **Lors de l'intervention, Mme E [REDACTED] s'engage à me faire parvenir les photos des correctifs lorsque ceux-ci seront complétés au début de l'année 2026.**
- Les résultats de l'évaluation ont été présentés au comité SST et à l'équipe école le 16 janvier 2025;
- Une surveillance en continu des installations est effectuée par le personnel de soutien. Ceux-ci ont suivi une formation le 10 mars 2025 sur la prévention, les interventions et l'élimination des moisissures;

**RAPPORT
D'INTERVENTION**

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

- Une évaluation de la salubrité du système de ventilation mécanique (CVCA) a été effectuée le 10 avril 2025 par le Groupe Gesfor (copie remise par courriel).

Les recommandations suivantes sont inscrites au rapport (extrait page 6 de 8) :



- Les actions pour répondre aux recommandations 1 et 2 ont été effectuées par une firme externe.
- Un plan d'action a été mis en place afin de suivre les différentes étapes pour répondre aux recommandations des deux rapports d'évaluation du Groupe Gesfor. Des responsables ont été nommées et des échéanciers fixés. Les actions sont réparties de septembre 2024 à mars 2026.

Autre point discuté lors de l'intervention – Dénéigement d'un toit plat:

Lors de la visite des lieux, j'observe qu'une ligne d'avertissement est installée sur une toiture en contrebas. On m'informe que celle-ci est installée pour les travaux de déneigement par une firme externe.

Cependant, selon mon estimation, le positionnement de cette ligne ne permet pas de conserver une zone tampon de 2 m entre la ligne d'avertissement et le rebord de la toiture. Lors de l'intervention, j'informe les parties présentes que la planification des travaux de déneigement d'un toit est primordiale.

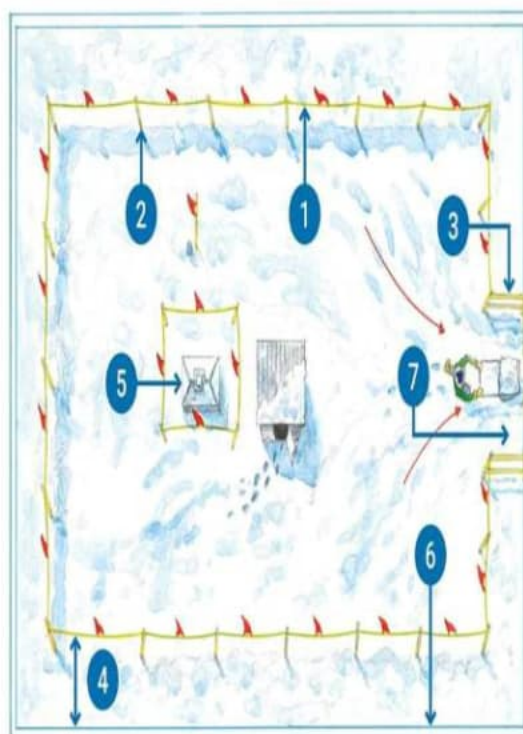
Les déneigeurs doivent :

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

- bien circonscrire la zone de déversement de la neige et en interdire l'accès
- délimiter une zone de déversement protégée par un garde-corps, en bordure du toit
- délimiter une zone tampon de 2 m (6,56 pi) tout autour du toit avec une ligne d'avertissement, zone qui ne sera pas déneigée
- compléter l'aménagement par une zone de déversement en forme de U d'environ 2,5 m (8,2 pi) de largeur, protégée par un garde-corps, en bordure du toit

1. Ligne d'avertissement
2. Potelets espacés d'au plus 2,5 m
3. Mise en place de garde-corps au point de déversement
4. Zone tampon (2 m)
5. Puits de lumière
6. Parapet
7. Zone de déversement (grand U)



Il est possible de trouver de l'information complémentaire sur ce sujet sur le site Internet de la CNESST : [Déneiger un toit | Commission des normes de l'équité de la santé et de la sécurité du travail - CNESST](#)

*La prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par les milieux de travail est une priorité de la CNESST. L'employeur doit s'assurer que **les correctifs et les mesures de prévention** mis en place pour protéger la santé et assurer la sécurité et l'intégrité physique et psychique des travailleurs **soient efficaces et durables** afin que le risque ne réapparaisse pas dans le temps.*

Une personne qui s'estime lésée par un ordre ou une décision d'un inspecteur peut présenter une demande de révision dans un délai de 10 jours. Un formulaire *Demande de révision* est disponible au cnesst.gouv.qc.ca/sst. Il est à noter que même si une telle demande est soumise, l'ordre ou la décision prend effet immédiatement (LSST, art.191).

RAPPORT D'INTERVENTION

Dossiers d'intervention	Date du rapport	Numéro du rapport
DPI4412715	17 décembre 2025	RAP1538633

Conclusion

J'encourage l'employeur à poursuivre ses efforts dans la prise en charge de la santé et sécurité du travail et à maintenir les mécanismes de prévention et de participation en place.

Je demeure disponible pour un complément d'information.



A

Inspectrice

Service prévention-inspection - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Bas-Saint-Laurent

Direction de la prévention-inspection - Sud-Est

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

180, rue des Gouverneurs, 2e étage

Rimouski (Québec) G5L 8G1

Tél : ou 1-800-668-2773 poste

Courriel:

ANNEXE

Distribution des copies

En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, des copies du présent rapport seront distribuées aux personnes et organismes suivants (selon l'article 183) :

- représentant à la prévention
- employeur
- maître d'œuvre
- association accréditée
- comité de chantier
- comité de santé et de sécurité
- directeur de la santé

LSST, art. 183

L'inspecteur communique le résultat de son enquête ou de son inspection à l'employeur, à l'association accréditée, au comité de chantier, au comité de santé et de sécurité, au représentant à la prévention et au directeur de la santé publique; il leur transmet, le cas échéant, copie de l'avis de correction.

Lorsqu'il n'existe pas de comité, l'employeur doit afficher une copie de l'avis de correction et des décisions dans autant d'endroits visibles et facilement accessibles aux travailleurs qu'il est raisonnablement nécessaire pour assurer leur information.

Pour nous rejoindre

Service de la prévention-inspection
G.-Î.-M. et B.-St-L.
180, rue des Gouverneurs
Case postale 2180
Rimouski (Québec) G5L 7P3

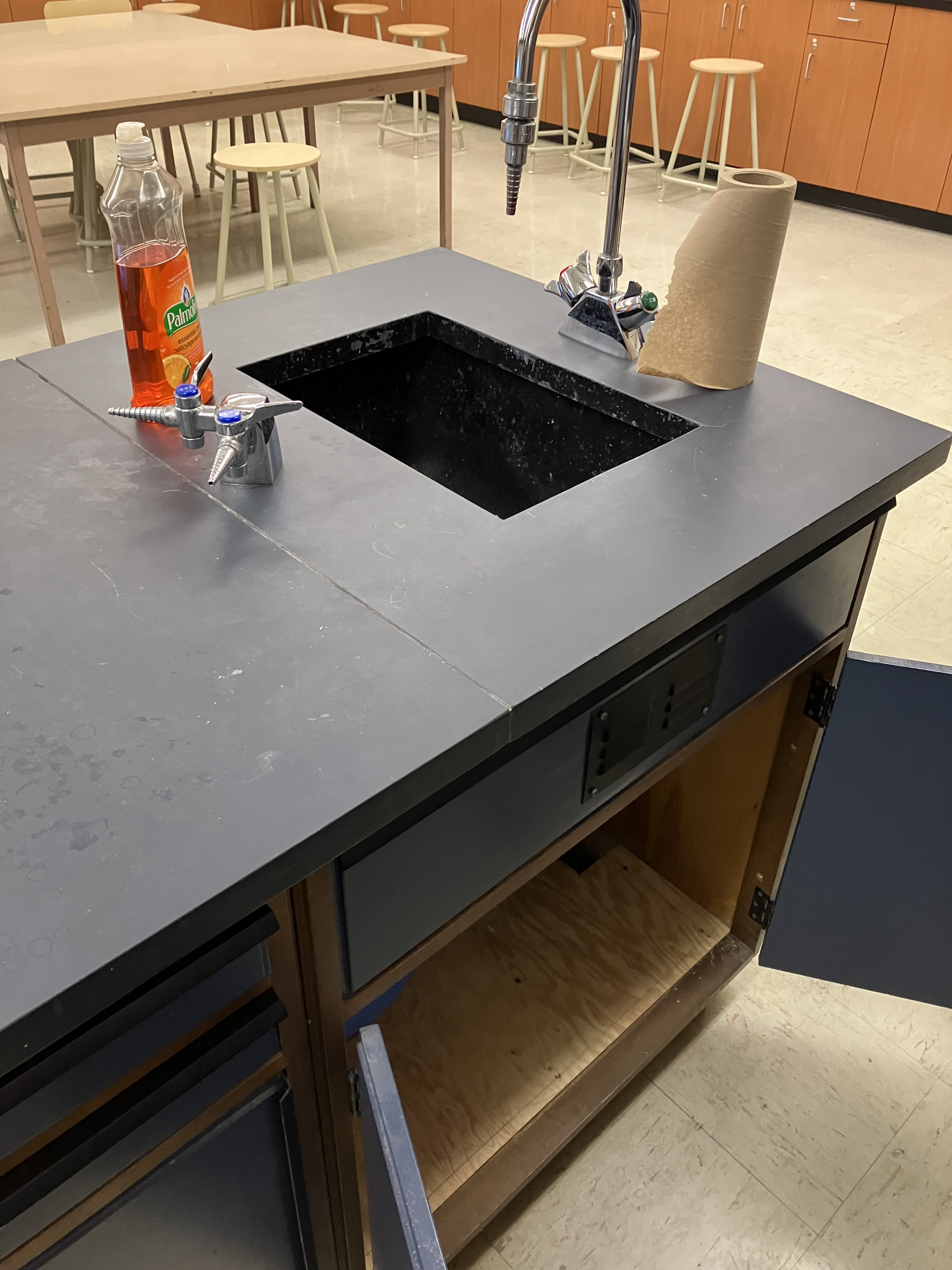
cnesst.gouv.qc.ca/sst

Service de la prévention-inspection
G.-Î.-M. et B.-St-L.
163, boulevard de Gaspé
Gaspé (Québec) G4X 2V1

Pour plus de renseignements, nous vous invitons à communiquer avec une agente ou un agent de relations clients du Centre de relations clients au numéro 1 844 838-0808

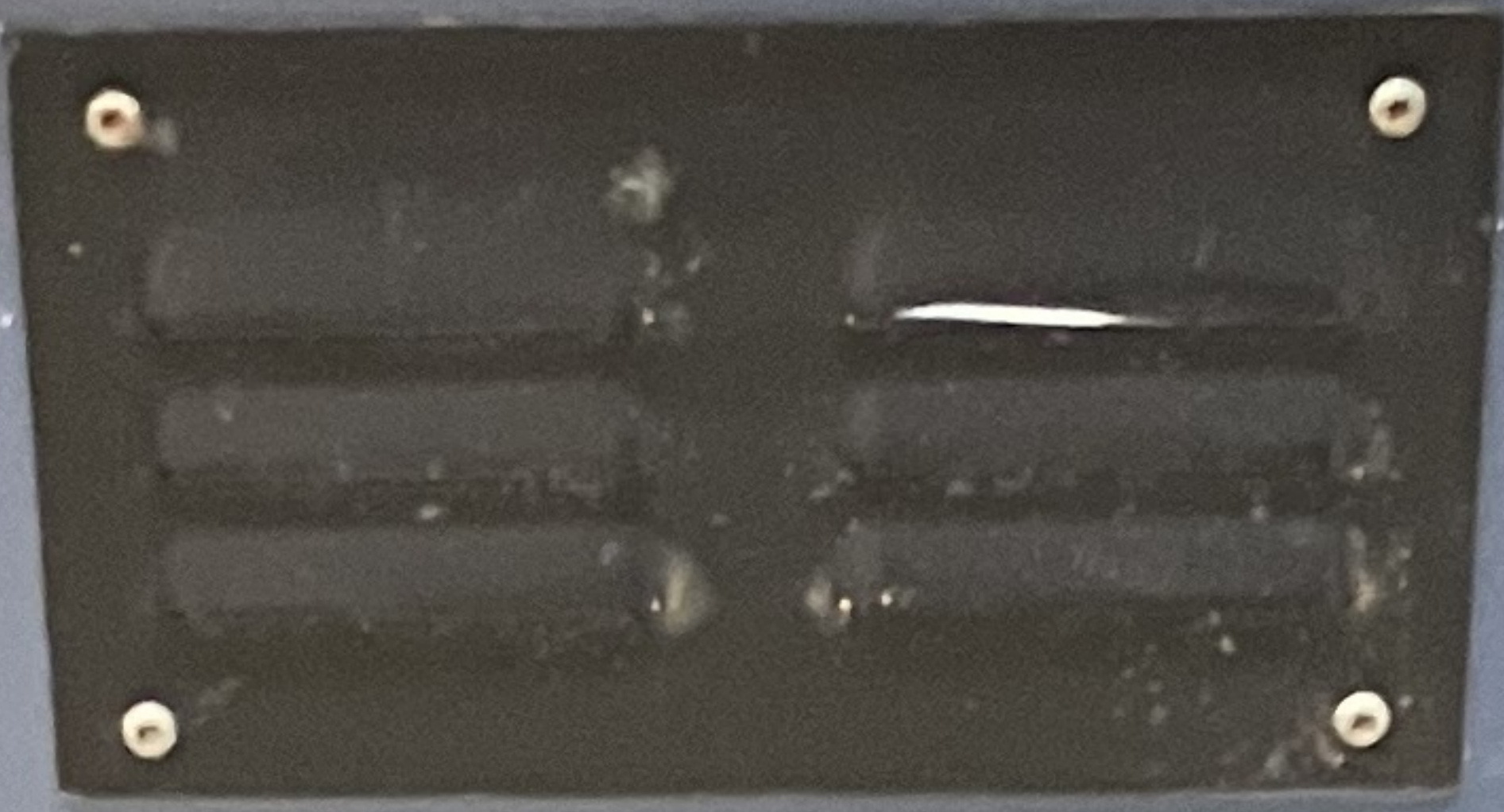






B62





B51



C324





